

Brics, Unasur et Celac dessinent une nouvelle carte géopolitique multipolaire (AVN)

28 juillet 2014



Alberto Cova

Caracas, 24 juillet AVN - Le "nouvel ordre mondial", surgi des Accords de Bretton Woods qui ont établi les règles de l'échange financier global et ont mise en place l'hégémonie du dollar à perpétuité dans les transactions internationales est trop vieux et déjà usé pour rester un paradigme de la domination planétaire. Le 22 juillet 1944, il y a exactement 70 ans, s'est terminée la réunion dans un hôtel du New Hampshire dans laquelle les Etats-Unis ont fait prévaloir leurs intérêts devant les délégués de 44 pays et ont imposé le dollar pour remplacer l'or en tant qu'étalon pour déterminer la valeur de chaque monnaie dans le monde. Là sont nés le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, deux institutions qui, depuis lors ont apporté le standard de l'impérialisme dans le monde avec un artifice économique et qui ont décidé pour longtemps du sort de peuples entiers. Mais la planète a changé pendant ces 7 décennies à la fin desquelles le déclin des Etats-Unis et de ses caniches européens semble inévitable alors que le modèle hégémonique né de Bretton Woods est confronté à de nouvelles approches venues d'autres centres de pouvoir globaux et d'alliances toujours plus vigoureuses entre des pays qui s'opposent aux diktats élaborés par Washington pour son propre profit.

Pendant que l'empire étasunien lutte pour se remettre du terrible coup économique qu'il a reçu en 2008, quand a explosé la bulle financière et que les pays d'Europe se battent pour surmonter les différences entre le nord et le sud et éviter l'effondrement de leur monnaie unique, un groupe de pays émergents prend l'initiative et annonce la création de deux organismes multilatéraux qui se substitueront aux tout-puissants FMI et BM dans une limite de compétence qui comprend, pour l'instant, la moitié de la population mondiale, 30% du produit intérieur brut global et 23% de la surface de la terre. Le groupe du BRICS (Brésil, Inde, Russie, Chine et Afrique du Sud) a décidé lors de son récent sommet au Brésil de créer une banque de développement (la New Development Bank, NDB) et un fonds de réserve (le Contingency Reserve Arrangement, CRA), qui rempliront les mêmes fonctions que celles pour lesquelles sont été créés le FMI et la BM, c'est à dire, mobiliser des ressources pour financer des projets d'infrastructure et servir de mécanisme préventif face à des épisodes de volatilité financière. Il s'agit de l'accord financier multilatéral le plus important depuis la création des institutions de Bretton Woods, selon Alicia Barcena, la secrétaire exécutive de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL). Chacune de ces institutions aura un capital de 100 000 millions de dollars pour ses tâches de financement d eprojets et d eprotection monétaire des pays signataires.

"Le nombre croissant de crises qui ont été enregistrées au niveau mondial à partir des années 80 dans les pays développés et en développement (4 dans les années 70, 38 dans les années 80 et 74 dans les années 90) démontre que la volatilité et l'instabilité sont des maux endémiques qui se sont renforcés à cause de la globalisation financière croissante et que les pays développés sont aussi vulnérables face aux aléas des marchés financiers et de leurs effets de contagion que les pays en développement", a dit Barcena en commentant les résultats de la réunion de Fortaleza.

Ainsi, on peut affirmer que l'accord BRICS pour la création d'une banque de développement et d'un fonds de

réserve a des dimensions historiques. On peut dire la même chose des méga-contrats signés en mai par la Russie et la chine pour la fourniture de gaz russe à Pekin pour un montant de 400 000 millions de dollars qui pourra être négocié en yuanes et en roubles, laissant de côté le dollar. Un des accords souscrits entre les géants d'Etat russe et chinois , Gazprom et CNPC, stipule la fourniture de combustible au pays asiatique pendant 30 ans tandis que l'accord entre la Banque de Chine et le VTB, le second groupe bancaire le plus important de Russie, envisage d'effectuer les paiements réciproques dans les devises nationales.

70 ans après les Accords de Bretton Woods, il y a une nouvelle réalité dans le monde qui est bien représentée par l'irruption du BRICS qui est devenu le moteur de l'économie globale à cause de ses taux soutenus de croissance élevée et qui maintenant se proposent de défier l'ordre financier établi depuis la Seconde guerre Mondiale.

La nouvelle architecture financière globale qui commence à s'esquisser dans un monde toujours plus multipolaire, n'aura définitivement plus le dollar comme centre de gravité et les institutions surgies des Accords de Bretton Woods n'exerceront plus le rôle de direction qui leur fut assigné et que les intérêts transnationaux se sont appropriés. Un vent nouveau chargé d'idées sur le développement soutenable et inclusif souffle sur la scène mondiale, venant du BRICS et d'Amérique Latine et secoue les bases qui soutiennent l'ordre mondial dessiné en 1944 pour le profit de l'empire.

Le BRIC étend son influence en Amérique Latine.

Le 6° sommet des pays du BRICS qui a eu lieu au Brésil la semaine dernière a été suivi avec intérêt dans le monde entier, aussi bien par les Etats-Unis et d'autres pays riches qui parient sur l'affaiblissement de cette instance que par les nations qui voient dans le BRICS une alternative vers un ordre mondial plus démocratique et équitable.

Dans la réunion des présidents du bloc, on a débattu comme thème central, de "la croissance inclusive : solutions soutenables", dans le but d'avancer dans le développement de politiques de croissance économique d'un point de vue social.

Dans la déclaration finale de la rencontre, les pays du BRICS ont déclaré qu'ils "continueront à donner un rôle important à la promotion du développement social et à contribuer à la mise en place d'un agenda international dans cette limite, sur la base de leur expérience dans la recherche de solutions aux défis de la pauvreté et des inégalités".

Ils appellent aussi instamment à conclure les négociations internationales sur le changement climatique par un accord légalement obligatoire de l'ONU sur le changement climatique en tenant compte des "responsabilités communes mais différentes et des capacités respectives".

D'autre part, ils se sont engagés à établir un programme de travail pour conclure les négociations commerciales de la Ronde de Doha afin de construire un système commercial multilatéral ouvert, inclusif, non discriminatoire, transparent et basé sur des normes. Ils ont exprimé leur désaccord et leur sérieuse préoccupation avec le fait que le FMI n'a pas mis en place les réformes décidées en 2010 et ont demandé à la Banque Mondiale des structures de gouvernement plus démocratiques et un "renforcement de sa capacité financière". Ils ont manifesté, de même, leur préoccupation pour l'impact négatif de l'évasion fiscale, de la fraude et de la planification fiscale transnationale agressive dans l'économie globale.

"Les faits se sont chargés de mettre en évidence que le développement économique, la stabilité sociale, la concentration et la collaboration ainsi que la croissance conjointe des pays du BRICS qui représentent 42,6% de la population mondiale, concordent avec les tendances de l'époque marquées par la paix, le développement et la coopération, apportant comme bénéfices une économie mondiale plus équilibrée, une gouvernance globale plus efficace et des relations internationales plus démocratiques", a déclaré le président de la Chine, Xi Jinping.

Dilma Rousseff a dit que les accords signés prouvent la dimension historique de ce forum qui, lors de son 6° Sommet, a gagné en densité politique et en poids financier. "Les pays émergents continuent à être la force motrice de l'expansion globale et devraient continuer à l'être dans l'avenir", a noté la présidente du Brésil.

Le gouvernement d'Afrique du Sud s'est montré satisfait des résultats du 6° Sommet du BRICS et a indiqué que

toutes les résolutions et toutes les déclarations adoptées lors du sommet l'ont été après des délibérations et des accords sur une base d'égalité.

Une géopolitique pour le développement.

Après le Sommet du BRICS qui a eu lieu à Fortaleza, les leaders des cinq économies émergentes sont allés à Brasilia, où ils ont rencontré les 11 présidents des pays latino-américains regroupés dans l'Union des Nations Sud-américaines. Les 16 élus ont discuté au Palais Itamaraty, siège de la chancellerie du Brésil, sur une feuille de route concernant des thèmes en relation avec le thème de ce rendez-vous international : "Croissance inclusive et solutions soutenables".

Plusieurs des présidents ont abordé le thème de la croissance inclusive, parmi eux la présidente chilienne, Michelle Bachelet, qui a appelé à travailler pour vaincre les inégalités afin d'obtenir un développement inclusif et soutenable.

La chef de l'Etat argentine, Cristina Fernandez, a défendu un "une réorganisation financière globale qui inclue les besoins de croissance, de production et non de destruction de l'emploi, l'abandon des sociétés qu'ont vécues depuis tant d'années les Américains du Sud."

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a dit que cette rencontre entre le BRICS et l'UNASUR a été productive car elle initie une nouvelle géopolitique mondiale pour le développement, la prospérité et la paix des peuples."

"Nous avons proposé aussi une alliance de travail entre la Banque du Sud et la naissante Banque du BRICS qui ont le même but qui est une nouvelle architecture financière qui bénéficie au développement économique, et de conditions d'équité pour nos pays, en plus d'epromouvoir l'économie productive, créatrice de travail et de richesses."

Le président Maduro a indiqué que le Venezuela demandera pendant le prochain sommet de l'UNASUR qui aura lieu en août à Montévidéo qu'on désigne une commission pour s'occuper du travail avec le BRICS. "Nous avons des processus convergents, nous allons faire tous nos efforts et nous allons mettre toute notre volonté politique pour que le BRICS et l'UNASUR commencent à marcher ensemble à partir de maintenant."

Il est important de souligner que la déclaration finale du 6^e Sommet du BRICS met en avant "les processus d'intégration d'Amérique du Sud" et en particulier, l'importance de l'UNASUR". Avec une nouvelle géopolitique mondiale dans laquelle les Etats-Unis ne peuvent soutenir leur hégémonie économique, l'inter-relation UNASUR-BRICS ouvre un éventail de d'opportunités pour le développement de l'Amérique du Sud.

La Chine se rapproche de la CELAC.

La présence du président chinois Xi Jinping au Brésil a servi à activer le Forum Chine-CELAC, une instance de contact multilatéral créée lors du II^e Sommet de la CELAC, en janvier dernier à La Havane, dans le but d'approfondir les relations de l'Amérique Latine avec le géant asiatique.

A cette rencontre ont participé le président de la République de Chine, Xi Jinping et les élus qui composent le quatuor de la CELAC : celui du Costa Rica, Luis Guillermo Solís, actuellement président de l'organisme ; celui de Cuba, Raúl Castro ; celui de l'Equateur, Rafaël Correa et le premier ministre d'Antigua et Barbuda, Gaston Browne. Y ont participé aussi la présidente hôte, Dilma Rousseff, ses homologues du Venezuela, Nicolas Maduro, du Chili, Michelle Bachelet, d'Uruguay, José Mujica, de Colombie, Juan Manuel Santos, de la Guyane, Donald Ramotar et du Suriname, Désiré Bouterse.

Dans le document approuvé, les présidents de la CELAC signalent qu'ils ont approuvée la création de ce forum, en tenant compte de la croissance soutenue des relations politiques, commerciales, dans l'investissement, les sciences et la technologie, la culture, l'éducation et dans d'autres domaines, entre la République Populaire de Chine et les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes pendant ces 10 dernières années.

Le président Nicolas Maduro a souligné que cette réunion a ratifié les relations de respect entre "un géant du

monde comme la Chine et nous, l'Amérique Latine et les Caraïbes, qui peu à peu, allons faire le chemin pour nous transformer tous ensemble en une région puissante". Le président a qualifié la réunion d'extraordinaire grâce au dialogue, au travail et à l'action, avec les résultats concrets que fait apparaître cette rencontre.

Le président vénézuélien a indiqué qu'avant la réunion des chanceliers qui aura lieu en Chine en janvier 2015, "on doit établir des mécanismes pour accéder aux 20 000 millions de dollars de crédit pour le développement d'infrastructures que le président de la Chine a annoncés et aux 5 000 millions de dollars du fonds de Coopération Economique pour des projets de manufacture et de commerce."

La présidente du Brésil, Dilma Rousseff, a indiqué que lors du forum Chine-CELAC, des accords en matière d'énergie, de défense, de transports et de technologie, ont été signés.

La tournée latino-américaine de Vladimir Poutine.

L'intention des pays du BRICS de se rapprocher de l'Amérique Latine pour connaître les processus de changement en marche dans la région a été manifestée aussi par la Russie, dont le président, Vladimir Poutine, a fait une tournée en Amérique Latine qui a compris des visites officielles à Cuba, en Argentine et au Brésil.

A Cuba, Poutine a rencontré Raúl et Fidel Castro. Et à l'occasion de cette tournée, les entreprises d'Etat russes Rosneft et Zarubezhneft ont signé des accords commerciaux pour l'exploitation pétrolière en haute mer.

En Argentine, Cristina Fernandez et Vladimir Poutine ont signé des accords de coopération en matière de communications, d'assistance juridique réciproque en matière pénale et de coopération dans l'utilisation de l'énergie nucléaire pacifique. La présidente Cristina Fernandez a souligné que son gouvernement a "grand désir d'approfondir ses relations avec la Russie" alors que Poutine a qualifié de "stratégiques" les relations entre les deux pays.

Au Brésil, Dilma Rousseff et Vladimir Poutine ont réaffirmé leur objectif de doubler la valeur du commerce bilatéral pour qu'il atteigne 10 000 millions de dollars par an. Poutine a proposé d'explorer la possibilité de négocier un accord de coopération entre l'Union des Nations Sud-américaines et l'Union Economique Euro-asiatique dont son pays fait partie avec la Biélorussie et le Kazakhstan.

Dans la capitale brésilienne, Vladimir Poutine a rencontré le président du Venezuela, Nicolas Maduro. Pendant leur rencontre, Poutine a souligné le rôle du leader de la Révolution Bolivarienne, Hugo Chavez, dans la construction de cette relation stratégique entre le Venezuela et la Russie et a approuvé une nouvelle ligne de crédit. Le président russe a rappelé son amitié avec le commandant Chavez et a manifesté son affection pour le peuple vénézuélien et le gouvernement que dirige Nicolas Maduro.

Xi Jinping à Caracas.

Après sa visite au Brésil, le président chinois Xi Jinping s'est envolé pour Caracas pour rencontrer son homologue vénézuélien Nicolas Maduro et discuter de projets d'investissement, principalement dans le domaine pétrolier.

Nicolas Maduro et Xi Jinping ont participé à la clôture de la XIII^e Commission Mixte de Haut Niveau Venezuela-Chine, mise en place dans le but de contrôler les avancées des projets bilatéraux. Cette instance est organisée en 5 sous-commissions : énergétique et minière, économique-commerciale, scientifique, technologique et aérospatiale, culturelle et éducative, agricole. Les deux présidents ont signé 16 des 32 accords bilatéraux signés en matière d'énergie, d'infrastructures, de finances, de technologie et d'aliments.

La création d'une entreprise mixte qui se chargera de produire des produits chimiques pour l'agriculture et des fertilisants a été décidée. De plus, des alliances ont été souscrites pour la production de ciment et la construction de nouvelles unités d'habitation dans le pays.

De même, a été décidée la création d'un nouveau satellite qui s'ajoutera aux 2 satellites, Simon Bolivar et Miranda, fabriqués et mis en orbite grâce à la coopération chino-vénézuélienne.

Un autre des accords concerne le renouvellement d'une ligne de crédit de 4 000 millions de dollars qui iront au

fonds Conjoint Chine-Venezuela, un mécanisme créé pour financer des projets d'infrastructures, de logements, de transport et de commerce.

Depuis 2001, date de création de la Commission Mixte de Haut Niveau Venezuela-Chine, 480 accords ont été souscrits, qui ont permis de réaliser 143 projets dans différents domaines d'association stratégique, projets qui permettent un développement partagé entre les deux pays.

Le président Maduro a souligné que la Chine "ne fait pas peser une dette sur le pays, il s'agit d'un financement et pour cela, on fournit du pétrole. C'est une formule vertueuse qui permet un financement et ne crée pas de dettes lourdes comme cela arrivait du temps de la Quatrième République, en ces temps de pillage de la patrie."

"Nous injectons une nouvelle vitalité dans cette association stratégique complète Chine-Venezuela", a déclaré le président chinois Xi Jinping lors d'une réunion avec le président de l'Assemblée Nationale, Diosdado Cabello.

L'histoire prend de nouvelles directions.

Alberto Cova

Source : [AVN](#) (espagnol)

Traduction Françoise Lopez pour Cuba Si France Provence

»» <http://cubasifranceprovence.over-blog.com/2014/07/amerique-latine-le-b...>